

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/REG34/4

9 avril 1999

(99-1418)

Comité des accords commerciaux régionaux

Original: anglais

ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE SLOVÉNIE ET LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE

Questions et réponses

Les questions posées aux Parties et leurs réponses communes sont reproduites ici. Elles ont été organisées conformément au document WT/REG34/3.

I. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'ACCORD

3. Champ d'application et produits visés

L'article 2 (Champ d'application) semble indiquer que l'Accord de libre-échange (ALE) s'applique uniquement aux produits relevant des chapitres 25 à 97 du Système harmonisé (SH) et que les dispositions générales de l'Accord ne s'appliquent pas aux produits relevant des chapitres SH 1 à 24. Cela laisserait entendre que l'essentiel des échanges commerciaux n'entre pas dans le champ d'application de l'Accord. La plupart des concessions appliquées au nombre limité de produits agricoles dans le protocole consistent en des contingents tarifaires.

L'ALE s'applique également aux produits relevant des chapitres 1 à 24 du SH qui sont indiqués dans le Protocole A. Bien que la plupart des concessions appliquées au nombre limité de produits agricoles dans le protocole soient des contingents tarifaires, l'Accord s'applique de fait à l'essentiel des échanges commerciaux étant donné que 97 pour cent des échanges entre les deux pays sont exempts de droits de douane. Pour plus de détails, voir document WT/REG34/3.

Quel pourcentage des échanges (au total et par secteur) entre les Parties à l'ALE (et ce pour chaque Partie):

- **n'est plus visé par des droits de douane?**
- **n'est plus visé par d'autres réglementations commerciales?**
- **fait l'objet de concessions (au lieu d'une élimination des droits de douane, etc.)?**
- **est exclu de l'ALE?**

Toutes les données ont été fournies dans l'annexe I du document WT/REG34/3.

Veuillez préciser les types de produits relevant des chapitres 25 à 97 qui ne sont pas visés par l'Accord. Ces produits font-ils l'objet de taux de droit NPF?

Annexe I – Taux NPF

Code NC	Désignation des produits	1997 (en dollars EU)
3502	Albumines, albuminates et autres dérivés des albumines	-
3502 10	Ovalbumine:	-
3502 10 91	Séchée (par exemple, en feuilles, plaques, flocons, poudre)	-
3502 10 99	Autres	-
3502 90	Lactalbumine:	-
3502 90 51	Séchée (par exemple, en feuilles, plaques, flocons, poudre)	-
3502 90 59	Autres	-
4501	Liège naturel brut ou simplement préparé; déchets de liège; liège concassé, granulé ou pulvérisé	-
5201 00	Coton, non cardé ni peigné	82 239
5301	Lin brut ou travaillé mais non filé; étoupes et déchets de lin (y compris les déchets de fils et les effilochés)	-
5302	Chanvre (<i>Cannabis sativa L.</i>) brut ou travaillé mais non filé; étoupes et déchets de chanvre (y compris les déchets de fils et les effilochés)	-

Oui, ces produits font l'objet de taux de droit NPF.

Veuillez préciser les types de produits relevant des chapitres 1 à 24 qui entrent dans le champ d'application de l'Accord.

Annexe I du Protocole A – Importations en Lettonie – Taux inférieur au taux NPF

Code NC	Désignation des produits	1997 (en dollars EU)
040690	Fromages (emmental et sbrinz)	-
0701	Pommes de terre (de 01.06 à 01.07)	-
0704	Choux, choux-fleurs (de 15 à 15.06)	-
1601	Saucisses	-
1602	Conserves de viande	-
ex 170490750	Toffees, caramels et bonbons similaires	-
1806	Chocolat et autres préparations alimentaires contenant du cacao	-
1902	Pâtes alimentaires	-
1905	Produits de la boulangerie, de la pâtisserie ou de la biscuiterie	-
200990	Mélanges de jus de fruits	-
2104	Soupes et préparations	164
2105	Glaces de consommation	-
220110	Eaux minérales et eaux gazéifiées	-
2204	Vin	-
2209	Vinaigre	-

Annexe II du Protocole A – Importations en Slovénie – Taux inférieur au taux NPF

Code NC	Désignation des produits	1997 (en dollars EU)
040640	Fromages à pâte persillée	-
08081010	Pommes à cidre	-
110813	Fécule de pommes de terre	-
1601	Saucisses	-
1602	Conserves de viande	-
170490750	Toffees, caramels et bonbons similaires	-
180690	Chocolat et produits de chocolaterie	-
190190	Extraits de malt	-
1905	Produits de la boulangerie, de la pâtisserie ou de la biscuiterie	-
2105	Glaces de consommation	-
220110	Eaux minérales et eaux gazéifiées	-
2203	Bière	-
22089031	Vodka	-
22089065	Liqueurs	-

Annexe III du Protocole A – Importations en Slovénie – Droits de douane nuls
(Aucune importation en 1997)

Liste des produits

0301	0304	2301 10 000
0302	0306	
0303	0307	

Annexe III – Importations en Slovénie – Taux NPF
(Aucune importation en 1997)

Liste des produits

0301 91	0302 69 650	0304 10 110
0301 93	0302 69 910	0304 10 130
0302 11	0303 21	0304 10 190
0302 12 000	0303 22 000	0304 20 110
0302 40	0303 50	0304 20 130
0302 61	0303 71	0304 20 190
0302 69 110	0303 77 000	
0302 69 550	0303 79 110	

4. Données commerciales

Nous aimerions avoir des statistiques commerciales et tarifaires relatives aux échanges visés par l'ALE et aux échanges en régime NPF selon les principaux produits et les principaux partenaires.

Comme l'indique l'annexe II-B du document WT/REG34/3, il n'y a eu que pour 86 754 dollars EU¹ d'importations en régime NPF en Slovénie sur 3 063 937 dollars EU d'importations au total en 1997. Par conséquent, les importations visées par l'ALE se sont élevées à 2 977 183 dollars EU en 1997.

II. DISPOSITIONS COMMERCIALES

5. Sauvegardes

Les Parties peuvent-elles préciser s'il existe une différence en pratique entre leurs obligations au titre des articles 21, 22 et 24 (Mesures d'urgence/Réexportation/Procédures d'application des mesures de sauvegarde) et la façon dont ils fonctionnent, et les obligations qui leur incombent dans le cadre de l'OMC?

Les Parties n'ont pas encore pris de mesures fondées sur les articles 21, 22 et 24; toutefois, elles se sont donné comme obligation de respecter les dispositions de l'OMC et du GATT de 1994.

- Sauvegardes générales: tout renoncement total ou partiel à une obligation ou tout retrait ou modification des concessions effectué au titre de ces dispositions sera appliqué au sens des prescriptions de l'article XIX du GATT de 1994, et en particulier au sens de l'Accord sur les sauvegardes, à moins qu'il ne soit fondé sur l'article XX.
- Réexportation: toute restriction à l'exportation introduite au titre de ces dispositions sera appliquée au sens des prescriptions de l'article XI du GATT de 1994, à moins qu'elle ne soit fondée sur l'article XX.

D'une manière générale, il n'y a pas beaucoup de différences entre les dispositions du présent accord et celles de l'OMC concernant les procédures d'application de ces mesures. Celles qui existent reflètent le caractère bilatéral du présent accord, et les procédures ont dû être modifiées pour appuyer les rapports bilatéraux entre les parties contractantes.

Les dispositions de l'article 24 suivent dans leur principe les dispositions correspondantes de l'OMC relatives à l'application des mesures de sauvegarde. En outre, le Comité mixte, qui est responsable de la supervision et de l'administration de l'Accord, a le pouvoir d'examiner ces cas.

Les mesures prises au titre des dispositions de l'Accord peuvent être prises uniquement à l'égard de la Partie à l'Accord. Toutefois, les mesures prises au titre des dispositions du GATT de 1994 doivent être prises à l'égard de toutes les parties contractantes. La Partie à l'accord bilatéral ne fait pas exception.

¹ Ce chiffre comprend les 82 239 dollars EU que représentent les importations des produits classés sous le code NC 5201 00 900 - Autre, coton, non cardé ni peigné. Les produits classés sous le code NC 5201 sont exclus du chapitre I et le taux NPF y est appliqué.

Des mesures de sauvegarde ont-elles été prises au titre de l'article 24? Quelles sortes de mesures ont été prises ou ont été envisagées au titre de cet article?

Non, aucune mesure de sauvegarde n'a été prise ni envisagée au titre de l'article 24.

Veuillez décrire plus en détail les mesures de sauvegarde relatives au commerce entre les pays (c'est-à-dire au commerce entre les Parties) que les Parties peuvent prendre au titre de l'Accord.

Toutes les mesures de sauvegarde spécifiques sont transitoires et ne peuvent être appliquées que dans les cas où les marchés sont gravement perturbés. Elles ne peuvent être prises qu'à l'égard des concessions accordées dans le cadre de l'ALE. Leur nature est décidée au cas par cas. Aucune mesure ne peut viser des produits industriels.

Les mesures afférentes à la balance des paiements visées à l'article 23 seront-elles appliquées de manière non discriminatoire, et sans porter préjudice aux intérêts des non-Parties à l'Accord?

Oui, les mesures afférentes à la balance des paiements visées à l'article 23 seront appliquées d'une manière non discriminatoire, et sans porter préjudice aux intérêts des non-Parties à l'Accord.

7. Aides gouvernementales et mesures compensatoires

Nous reconnaissons que la politique de la concurrence (article 16) n'est pas visée explicitement par les règles de l'OMC. Toutefois, certains aspects de la concurrence le sont et nous aimerions donc des observations sur la question suivante.

Quels sont les critères utilisés pour déterminer si des actions ont pour objet ou effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence, ou si des actions des entreprises constituent un abus de leur position dominante? Ces considérations sont-elles assujetties à un processus juridique spécifique?

L'article 22 de l'Accord ne contient pas d'autres critères spécifiques. L'évaluation de la conduite des entreprises se fait au cas par cas, en tenant compte des effets de la concurrence et des échanges entre les Parties. La mise en œuvre de l'article 22 ne lèse pas les intérêts des non-Parties à l'Accord.

En vertu de l'article 17 (Aides gouvernementales), le Comité mixte examine en permanence la situation concernant l'aide gouvernementale et établit des règles. Le Comité mixte a-t-il établi des règles sur l'aide gouvernementale? L'une ou l'autre des Parties a-t-elle pris des mesures appropriées au titre de l'article 17:4?

Le Comité mixte n'a pas encore établi de règles sur l'aide gouvernementale et ni l'une ni l'autre des Parties n'a pris de mesures au titre de l'article 17:4.

IV. AUTRES DISPOSITIONS

2. Monopoles d'État

Quels produits relèvent des monopoles d'État (article 18)? Cet article semble indiquer que les monopoles d'État font preuve de discrimination dans leurs décisions commerciales. Les Parties peuvent-elles confirmer que les opérations d'achat et de vente de ces monopoles à des pays tiers sont conformes aux dispositions de l'article XVII du GATT?

À l'heure actuelle, aucun produit ne relève d'un monopole d'État en Slovénie. Les dispositions de cet article ont spécifiquement pour objet de faire en sorte qu'il n'existe pas de discrimination. Les deux Parties sont liées par les dispositions de l'article XVII et les obligations qui en découlent.
